

Guatemala : une longue histoire d'intérêts financiers sur fond de violence et de pauvreté

Par Milena Merlino, Frères des Hommes

Le Guatemala des temps modernes porte encore les cicatrices d'une histoire faite de pillages des ressources naturelles, d'alliances et luttes entre pouvoirs hégémoniques traditionnels, d'oppression des populations indiennes. Des constantes traversant les années et les siècles tout en empruntant des visages différents. Au-delà de ce scénario douloureusement immuable, peut-on espérer voir poindre un renouveau ?

Des siècles de spoliation

Tout au long de son histoire, le Guatemala a connu divers épisodes tragiques de spoliation dont les populations indiennes ont été les premières victimes.

Déjà à partir du 16^{ème} siècle, l'invasion espagnole tentait d'éradiquer la culture et les pratiques spirituelles des populations allochtones tout en visant l'appropriation de leurs terres.

La réforme libérale du milieu du 19^{ème} siècle, portée par l'oligarchie foncière, a ensuite jeté les bases du marché libre et d'une économie agro-exportatrice basée notamment sur la production locale du café. Cette étape historique a consacré une fracture sociale qui perdure encore à l'heure actuelle entre, d'une part, une minorité de grands propriétaires terriens tirant les ficelles du pouvoir à tous les niveaux et, d'autre part, une main-d'œuvre majoritairement indienne souvent exploitée de manière éhontée et maintenue dans une pauvreté endémique.

Ce système, s'il a connu quelques ruptures porteuses d'espoir pour les plus démunis et notamment les paysans sans terre¹, s'est enraciné dans le vécu du peuple guatémaltèque tout au long du 20^{ème} siècle, charriant dans ses tumultes violences, injustices, traumatismes et autres maux sociaux parmi lesquels une guerre civile de 36 ans qui a fait 200.000 morts et disparus.

Enfin, la fin du 20^{ème} siècle a consacré la mainmise des multinationales sur les ressources naturelles du pays par le truchement des divers pouvoirs en présence sur le territoire national : l'oligarchie traditionnelle, le secteur de l'entreprise et la structure parallèle². Si la signature des accords de paix de 1996 a mis un terme à la guerre civile, ces trois pouvoirs hégémoniques ont néanmoins commencé à se livrer depuis lors une lutte attisée par les intérêts économiques et financiers. Gisements de pétrole et de nickel, énergie hydroélectrique, exploitation de la biodiversité du pays sont autant d'opportunités d'accumulation de capital auxquelles s'ajoutent les activités illicites liées à la contrebande et au trafic de drogue, ces dernières étant plutôt le fait de militaires tirant parti du contrôle qu'ils exercent aux frontières.

¹ Les "10 ans de printemps" (1944-1954) marquées par la présidence de Juan José Arévalo et ensuite Jacobo Arbenz permirent le lancement d'une réforme agraire. L'expérience démocratique est toutefois brisée par un coup d'Etat fomenté par les Etats-Unis avec l'aide de la CIA.

² La structure parallèle (ou pouvoir parallèle) est constituée de militaires et civils qui ont réprimé la population durant la guerre civile, position dont elle a profité pour se lier au trafic de drogue international, émergeant en tant que pouvoir économique. Après la signature des accords de paix en 1996, elle a encouragé le crime organisé qui a infiltré toutes les structures de l'Etat dont l'armée et la police.

Le jeu des pouvoirs

Quoi qu'il en soit, parmi les gouvernements qui se sont succédé durant la période post-confliktuelle, aucun n'a jusqu'à présent consenti à réduire cette fracture sociale historique, ni véritablement œuvré pour plus d'équité en faveur des populations indiennes.

Cette déplorable constante n'a pas empêché chacun des leaders de nouer des alliances qui lui étaient propres, impulsant son style politique et ses orientations spécifiques. Ainsi, le gouvernement d'Alvaro Arzú qui était au pouvoir lors de la signature des accords de paix était davantage manipulé par l'oligarchie qui défendait une politique de privatisation dans son propre intérêt. A cette époque, le pouvoir en place a cherché à se distancer pour cette raison des multinationales. Alfonso Portillo, élu président en 2000, s'est ensuite davantage rapproché de la structure parallèle. Ce leader populiste accusé de détournement de fonds a consacré le règne d'une corruption généralisée dans le pays et ses administrations. Quatre ans plus tard au terme d'élections dont il sortira perdant, il s'effacera de la scène politique pour être remplacé par Oscar Berger qui remettra au premier plan l'oligarchie, cette fois en lien avec les multinationales et en particulier le secteur minier³.

La structure parallèle, quant à elle, s'est trouvée en quelque sorte davantage marginalisée, surtout à partir du moment où divers cas de corruption impliquant des militaires ont été portés devant les tribunaux. Les divisions internes qu'elle a subies dans le sillage des rivalités apparues entre les cartels de drogue mexicains de Sinaloa et Golfo ont par ailleurs généré d'importantes rivalités en son sein, ces tensions contribuant à faire régner un climat général de déstabilisation au Guatemala, l'insécurité étant particulièrement grandissante dans les zones rurales. Ces dernières années, on assiste en effet à une recrudescence d'actes revêtant parfois une grande cruauté et touchant encore des innocents (féminicide, assassinats d'enfants...). Répressions et opérations de « nettoyage social » se succèdent dans ce pays où ces termes réveillent les souvenirs douloureux d'une guerre civile très traumatisante pour la population.

La terre et ses richesses convoitées

Les gouvernements guatémaltèques successifs ont ainsi pu faire la part belle à l'oligarchie traditionnelle depuis de nombreuses années, même si une partie de ces grands propriétaires fonciers ont été affectés par la chute des prix du café à partir de 1997. Plusieurs de ces riches familles se sont alors reconverties dans le monde de la finance, une tendance générale qui a occasionné une baisse générale de la production du café.



Quant à celles qui étaient davantage impliquées dans la culture de la canne à sucre, elles se sont au contraire frotté les mains à la perspective des bénéfices qu'elles pourraient engranger grâce à la demande croissante d'agrocarburants émanant des pays industrialisés préoccupés par leur avenir énergétique. Cette frange de l'oligarchie a par conséquent commencé à accroître la pression foncière, tentant d'accumuler davantage de terres à ces fins. Une situation extrêmement préoccupante dans un pays où l'on estime déjà qu'environ 1.9% des grands propriétaires terriens possèdent 56.6% des terres⁴, la plupart destinées aux cultures d'exportation. Cette nouvelle tendance s'accompagne d'une criminalisation de plus

³ Après s'être enfui au Mexique, Portillo a été extradé vers le Guatemala afin d'y être jugé pour détournement de fonds (pour avoir soustrait 15.8 millions de dollars du budget du Ministère de la Défense, dont 4.6 millions auraient disparu). Il a été libéré sous caution en octobre 2008

⁴ cfr. Recensement agricole de 2003. Ces chiffres en font un des pays les plus inégalitaires en matière d'accès à la terre

en plus fréquente par le pouvoir des actions menées par les mouvements paysans défendant l'accès à la terre pour les plus pauvres.

A l'heure des agrocarburants, la question de la souveraineté alimentaire est donc particulièrement préoccupante au Guatemala ; et elle y revêt véritablement une importance stratégique. En témoigne la décision adoptée en juin 2008 par le gouvernement d'Alvaro Colom qui avait ressorti de ses tiroirs une loi approuvée par le Congrès en 1974 n'ayant jamais été appliquée et stipulant que les grands propriétaires terriens devaient destiner 10% de leur production à l'alimentation de la population. Sous la pression des latifundistes, il a fait abolir cette loi, prétendant qu'elle était inapplicable et anachronique. Par cette mesure, les autorités guatémaltèques envoient donc un message clair aux petits agriculteurs : c'est à eux qu'il incombe de garantir la souveraineté alimentaire du peuple, alors qu'ils ne disposent pourtant pas des moyens suffisants pour assumer cette tâche considérable.

Au dossier agricole s'ajoute la question des ressources naturelles qui font l'objet d'une convoitise insatiable de la part de multinationales ; une convoitise institutionnalisée par le biais du Projet Mesoamérica⁵. Ces entreprises opèrent littéralement une recolonisation de la région, notamment par leur mainmise sur les richesses du corridor méso-américain⁶ qui représente à lui seul environ 12% de la biodiversité de la planète. Travestissant leur avidité financière par des préoccupations prétendument écologiques, elles visent en réalité une appropriation des ressources naturelles des zones protégées. Ce projet soumet les populations locales à une forte pression de la part des multinationales et des autorités gouvernementales. Divers épisodes de violence et de répression à l'égard des populations autochtones pauvres ont ainsi été enregistrés, comme cela a été le cas en janvier 2009 dans la région de la Laguna del Tigre⁷ (Département du Péten).

D'où viendra le renouveau au Guatemala?

Lors des dernières élections présidentielles, une partie des pouvoirs traditionnels du Guatemala avaient fait alliance pour soutenir Alvaro Colom lors de sa campagne électorale, bien qu'il s'affichait comme candidat centriste. Après son accession à la présidence en janvier 2008, ce dernier a toutefois choisi de s'en distancer pour se rapprocher davantage de la social-démocratie, tentant également de trouver dans ce courant des appuis internationaux.

Cet éloignement de Colom des pouvoirs traditionnels a suscité une grande méfiance de leur part et des oppositions sont apparues consécutivement au sein du Congrès. Le scandale révélé en septembre 2008 a mis en plein jour cette atmosphère de suspicion générale : des caméras et micros ont été découverts aux domicile et bureau privés du président et de sa femme. L'affaire a fait grand bruit dans les médias et au sein de l'opinion publique. Soupçonnant la structure parallèle d'être à l'origine de cette tentative d'espionnage, Alvaro Colom a destitué différents chefs militaires et a même chargé certains anciens membres de la guérilla d'assurer sa sécurité personnelle.

Si certaines nouvelles impulsions données par Alvaro Colom pourraient redonner espoir aux mouvements sociaux, les observateurs restent toutefois mitigés et prudents quant aux

⁵ Le projet Mesoamérica, anciennement nommé Plan Pueblo Panama, touche 9 pays (Belize, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua et Panama) et vise à y favoriser des investissements étrangers par la construction d'infrastructures au profit des grandes entreprises

⁶ Devenu officiel en 1997, le couloir biologique mésoaméricain (CBM) est un programme regroupant 5 Etats du Mexique et 7 pays d'Amérique centrale (région de 768.000 km² habitée par plus de 40 millions de personnes) dans le but affiché de défendre la biodiversité et prétendant améliorer les conditions de vie des habitants, mais qui s'est converti en un projet comportant des visées commerciales et financières importantes

⁷ Voir article dans cette même brochure « Un épisode de violence au Guatemala parmi tant d'autres »

intentions réelles du chef d'Etat. D'une part, cet intérêt accru pour les questions sociales de la part du président guatémaltèque est, de l'avis de certains, davantage motivé par la recherche d'une aura personnelle que par une préoccupation sincère. D'autre part, certains programmes adoptés restent flous et la mise en œuvre de divers projets devant bénéficier aux populations démunies comporte des zones d'ombre. Ainsi, l'une des mesures prévues pour lutter contre la pauvreté consiste entre autres en l'octroi d'allocations aux familles les plus pauvres afin de les inciter à envoyer leurs enfants à l'école. Les communautés locales ne sont toutefois pas consultées quant à la sélection des familles bénéficiaires, choix qui relève exclusivement des responsables du programme de cohésion sociale dirigé par l'épouse d'Alvaro Colom elle-même. En dépit de quelques avancées intéressantes, il est sans doute encore un peu tôt pour parler d'un véritable renouveau au Guatemala.

Autre dossier épineux pour les autorités guatémaltèques, la pression exercée par les multinationales pour s'approprier les ressources naturelles du pays restera un point extrêmement délicat tout au long de ce mandat, voire au-delà. La consultation des populations autochtones fait véritablement défaut sur ce dossier et cette carence est susceptible de mettre le feu aux poudres à tout moment dans le cadre d'expulsions musclées de communautés locales.

Sur le terrain et parmi les acteurs sociaux, les traces laissées par la guerre civile ont entretenu un climat de méfiance et les associations éprouvent encore des difficultés à coordonner leurs actions. Les mouvements sociaux ont été sapés par ce conflit meurtrier, minés par les assassinats politiques et disparitions. Néanmoins, nombreuses sont celles qui ont repris le flambeau et réalisent aujourd'hui un travail remarquable, bravant parfois les pressions exercées par certains représentants des trois pouvoirs traditionnels du pays, ainsi que les menaces et violence dont elles font l'objet. Ainsi, Serjus et le CUC⁸, partenaires de Frères des Hommes depuis plusieurs années, sont deux organisations représentatives de ce travail de terrain mené aux côtés des communautés défavorisées, souvent majoritairement indiennes.

Par ailleurs, le retour à la spiritualité maya est manifeste après des siècles de négation et répression de cette culture. Les acteurs de terrain constatent ainsi que les populations indigènes ravivent certaines pratiques comme, par exemple, l'évocation de l'énergie du jour au début d'une réunion de travail, etc. Selon les Mayas, un cycle cosmique important prendra fin en 2012 et à ce moment, une nouvelle ère bénéfique commencera pour ces populations. Actuellement, elles considèrent qu'elles traversent une période de transition au cours de laquelle des connaissances enfouies depuis des siècles doivent être redécouvertes. Ce retour aux racines est essentiel et constitue une démarche fondamentale pour un peuple qui tente de se reconstruire après des siècles de spoliation. Selon Manolo García, coordinateur politique de Serjus, un véritable changement n'est possible que s'il se fonde sur une telle reconstruction identitaire et communautaire. Dans la tradition maya, la communauté est en effet une référence fondamentale et c'est d'elle et de l'union des communautés mayas que pourra émerger un renouveau durable pour ces populations.

⁸ Serjus : « Services Juridiques et Sociaux » s'impliquant dans le renforcement des associations de communautés paysannes et indigènes – le CUC : « Comité d'Unité Paysanne » défendant les petits paysans dans leur droit d'accès à une terre.

Un épisode de violence au Guatemala parmi tant d'autres...

Par Manolo García (Serjus) et Milena Merlino (FdH)

Le parc national de la Laguna del Tigre et le biotope protégé Laguna del Tigre-Rio Escondido se trouvent au Nord du Guatemala, dans le Département du Péten, près de la frontière mexicaine. Il s'agit en fait de la plus grande aire de conservation du Guatemala et de la zone marécageuse la plus importante d'Amérique Centrale, présentant une grande biodiversité. En dépit de cela, le gouvernement y a autorisé depuis plusieurs années la prospection et l'exploitation pétrolières. L'aménagement de sentiers à ces fins a facilité des actions illégales telles que l'abattage d'arbres, le braconnage ainsi que l'appropriation de terres par des grands éleveurs, etc. Dans les alentours de cette zone protégée vivent depuis longtemps environ 37 communautés de paysans pauvres que les autorités gouvernementales et la compagnie pétrolière ont réprimées et à qui elles ont interdit toute activité dans cette zone, ce qui contraste avec l'activité pétrolière légalement autorisée.

Pendant plusieurs années, les habitants locaux ont cherché le dialogue avec le gouvernement, démarche qui a débouché sur un accord permettant aux communautés établies depuis plus de 12 ans dans la région d'y rester. Cet accord n'est toutefois pas respecté par les autorités départementales et c'est ainsi que 45 maisons de la communauté El Vergelito (environ 250 habitants) ont été brûlées alors que ces personnes y étaient établies depuis plus de 16 ans.

Cette injustice a poussé les communautés à séquestrer deux gardes forestiers de la CONAP⁹ qui avaient bouté le feu aux habitations dans l'espoir qu'ils seraient jugés. Le gouvernement a qualifié cet acte désespéré des paysans de terrorisme et a organisé une violente répression. C'est ainsi qu'en janvier 2009, la Police Nationale Civile (PNC) et l'armée guatémaltèque ont mené conjointement une intervention dans plusieurs communautés de la Laguna del Tigre, en faisant usage de la force militaire, de tanks et d'hélicoptères. La population effrayée s'est alors enfuie. Cette intervention musclée s'est soldée par la mort de deux paysans et plusieurs blessés ainsi que l'arrestation de 46 personnes. Plusieurs autres personnes ont été portées disparues.



Si les associations et ONG locales n'approuvent certes pas cette détention, elles ont expliqué que les paysans y avaient eu recours pour protester contre la brutale expulsion de la communauté El Vergelito. Ils ont utilisé ce moyen de pression pour provoquer un dialogue avec les autorités, en particulier avec le Gouverneur et la direction de la CONAP. Ce dialogue avait été réclamé à plusieurs reprises par les paysans, mais en vain...

⁹ Conseil national pour les zones protégées

L'éducation populaire au sein de la culture maya

Par Manolo García, coordinateur politique de Serjus

Le problème rencontré par les écoles politico-pédagogiques est la place à donner à l'éducation populaire au sein de la propre identité culturelle des peuples mayas.

Il s'agit de reprendre la cosmovision des peuples originels, qui, forte de sa conception systémique de l'univers et du reste, permet d'apporter des réponses cohérentes aux problèmes actuels qui viennent peser sur l'individu et sa place dans la famille, dans la communauté, au niveau local, national, international, et au sein de l'existence cosmique.

Le fait que cette cosmovision soit un facteur d'unité parmi les différentes tendances qui existent dans les organisations du peuple maya explique qu'elle puisse être prise comme point de départ pour envisager un projet de nation.

Nul doute que nous nous trouvons dans un processus de clarification d'un savoir déjà sous-jacent, enterré par les anciens en prévision des temps qui s'annonçaient et étouffé par les invasions occidentales. Il s'agit d'une connaissance dispersée dans les écrits précolombiens et dans les pratiques et réalités du monde contemporain. Elle se manifeste dans les formes systémiques d'organisation des communautés et ses articulations.

Nous estimons que l'éducation populaire peut servir de tremplin afin de favoriser la récupération critique de la cosmovision indigène, plus particulièrement maya, de reconstruire l'identité et de stimuler le changement. Cette évolution ne doit pas se fonder sur l'économie et l'accumulation de capital, mais plutôt sur un nouveau paradigme, assis sur ses propres valeurs, qu'il est nécessaire de découvrir à partir d'une réappropriation critique de la culture individuelle.

Chez les Mayas, la vie consiste en un processus au cours duquel l'univers tend vers un état de système harmonieux, dans lequel tous les éléments atteignent leur plein épanouissement, leur perfection. Les éléments qui le composent en toute liberté, auto-détermination et créativité entretiennent des relations harmonieuses entre eux qui mènent à un état d'équilibre, mettant ainsi tous les éléments sur un pied d'égalité.

Ce système, c'est l'unité dans la diversité. Nous respectons et renforçons chaque diversité, et chaque diversité va à son tour respecter et renforcer l'unité. Tout ce qui existe sur terre fait partie de cet entremêlement, et les êtres humains s'avèrent les fils qui tissent cette merveille qu'est la réalité, ou le plan cosmique.

Selon les guides spirituels, pour rétablir l'ordre naturel, l'équilibre et l'harmonie du système universel, il est nécessaire que nous récupérions tous la conscience cosmique, cette conscience que l'univers est un système de systèmes, dans lequel nous sommes tous liés comme SUJETS, devant puiser dans notre individualité et consolider cette dernière grâce à celle des autres.

L'ensemble de ces actes s'inscrit dans un cycle complet. Rien n'est isolé dans la séquence de la vie : chaque acte est relié et intégré parmi les forces cosmiques, la manifestation de la nature et l'énergie tellurique. Nous sommes les produits de cette convergence. Elle jaillit de la conscience universelle et l'existence s'avère une continuité.

La fonction principale de l'éducation devrait être la construction du sujet cosmique, par le truchement d'une vision de la réalité et d'une conscience universelle plus accrues. Autrement dit, il faut accéder à une vision de l'univers pris en tant que système de systèmes,

au sein duquel s'unissent des éléments divers et complémentaires dans des conditions identiques, engendrant équilibre et harmonie pour atteindre une vie épanouie, jusqu'à la perfection.

L'éducation populaire vise à ce que les êtres humains qui se voient privés de leur statut d'être cosmique et qui souffrent de l'oppression des plus puissants puissent récupérer leur qualité de SUJETS COSMIQUES, élever leur conscience universelle et leur pouvoir de construction et de transformation du système, rétablissant ainsi équilibre et harmonie. L'éducation populaire est un processus d'élévation de la conscience universelle et de construction de sujets bâtisseurs et transformateurs de la réalité.

Traduction : Laurence Lamotte

Frères des Hommes et ses partenaires guatémaltèques en images

Serjus – Services Juridiques et Sociaux

Partenaire de Frères des Hommes depuis 1994, Serjus est une ONG guatémaltèque qui a pour but de renforcer les petites associations mises sur pied par les communautés paysannes et indigènes. Serjus leur propose des formations, les aide à s'organiser afin de soutenir le développement de ces communautés défavorisées. L'objectif est qu'elles soient mieux armées pour défendre leurs droits dans leur propre commune et répondre aux besoins qu'elles rencontrent dans leur vie quotidienne. La démarche de ce partenaire est ainsi fondée sur les principes de la participation citoyenne au niveau communal et de la démocratie de base. Serjus a recours à l'éducation populaire¹⁰ pour travailler avec ces communautés.



A l'École Nationale fondée par Serjus, un élève est envoyé au tableau par Victor, animateur de cette ONG, qui donne une formation à différents membres issus d'associations de tout le pays. Une fois de retour dans leur communauté, ces leaders devront encadrer leur organisation, l'aider à coordonner ses efforts, défendre ses intérêts.



Avoir un magasin : voilà un projet qui ferait vivre la famille ! Mais comment faire pour initier une telle activité, comment en assurer la gestion, comment réagir en cas de problème ? Voilà ce qu'apprennent ces femmes dans le cadre d'une formation de Serjus.

¹⁰ Dans la ligne de la démarche du célèbre pédagogue brésilien Paulo Freire, l'éducation populaire vise, à travers l'alphabétisation, à accompagner les apprenants dans une véritable relecture de la société afin de les aider à endosser le rôle d'acteurs dans la lutte contre leur condition d'opprimés.



Grâce à la formation de Serjus, Maria a pu ouvrir son petit magasin à Santa Maria Chiquimula et vend du pain ainsi que d'autres produits alimentaires dans sa communauté. Un projet qui permet à sa famille de subsister dans cette zone rurale très pauvre du Guatemala.

CUC – Comité d'unité paysanne

Créé en 1978, le CUC est un mouvement qui soutient les paysans pauvres. Il mène avec eux une lutte pour l'accès à la terre. En effet, nombreux sont ceux qui ont tout perdu après avoir fui la violence pendant la guerre civile ou qui ne disposent pas d'un titre de propriété, risquant de se faire expulser, etc. Quel que soit le scénario, le CUC leur accorde un soutien juridique dans leurs démarches, les aide à s'organiser. Son action touche 46 communautés paysannes, soit environ 3.618 familles.



En septembre 2007, Daniel Pascual (*à droite sur la photo*), l'un des dirigeants du CUC rendait visite aux paysans de la communauté de San Siguán et notamment à Maximiliano, leur représentant. Il venait donner des nouvelles de l'avancement du dossier juridique et du procès en cours relatif à l'acquisition d'un titre de propriété pour ces paysans. Entre-temps, la communauté a obtenu gain de cause : une victoire pour le CUC...et surtout pour les paysans de San Siguán !



Avoir une terre, c'est pouvoir cultiver et faire vivre sa famille. San Siguán, ce sont en tout 870 personnes. Pendant des années, cette communauté paysanne a dû se battre avec le CUC pour obtenir sa terre. Ici, les femmes de San Siguán récoltent les oignons qu'elles pourront ensuite vendre au marché.



La communauté Mich Bil Rixpu (Département d'Alta Verapaz) est en pleine négociation avec les autorités. Vivant aux abords d'une réserve naturelle, elle stipule dans ce compte rendu rédigé conjointement avec le CUC qu'elle accepte d'être déplacée sous certaines conditions précises. Les membres de la communauté y ont apposé leur empreinte digitale en guise de signature. Ce document sera transmis ultérieurement aux autorités compétentes.

Des projets qui font tous l'objet d'un suivi



Des paysans de la communauté de La Gomera, non loin de la Côte Pacifique, accueillent en toute simplicité, autour d'un repas, des représentants de la Coopération officielle belge venus s'enquérir de la bonne marche du projet sur le terrain.



Cecilia Díaz (*deuxième à partir de la gauche*) assure le suivi des projets menés au Guatemala par les partenaires de Frères des Hommes et se rend sur le terrain chaque année pour évaluer la progression des activités, rencontrer les paysans, dialoguer avec eux afin de mieux cerner leurs difficultés, etc. Elle visite ici une communauté de Santa Maria Chiquimula (Département de Totonicapán).